

Unité départementale de la Côte-d'Or
21, boulevard Voltaire
CS 27912
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 12/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DMV France SAS

ROUTE DE SEMUR

BP 10

21500 Montbard

Références : 2025-490

Code AIOT : 0005401359

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2025 dans l'établissement DMV France SAS implanté Route de Semur BP 10 21500 Montbard. L'inspection a été annoncée le 09/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite aux visites d'inspection du 8 octobre 2024, du 22 janvier 2025 et du 2 avril 2025 et avait pour objectif de s'assurer que l'ensemble des mesures correctives nécessaires au respect des prescriptions opposables à l'exploitant ait été pris.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DMV France SAS

- Route de Semur BP 10 21500 Montbard
- Code AIOT : 0005401359
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société DMV FRANCE exploite sur la commune de Montbard (21) une usine de fabrication de tubes métalliques en acier inoxydable sur un site créé en 1895. Elle emploie environ 300 personnes sur le site. L'installation jouxte celle de Framatome et de VALTI. Historiquement ces 3 installations n'en faisaient qu'une, l'entreprise VALLOUREC.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque toxique
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	12 mois
5	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
11	Produits incompatibles associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Documentation de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Entretien préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Surveillance des installations	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.3.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
7	caractéristique des débourbeur-déhuileur	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.3.11	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Fiche de données de sécurité (FDS)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Mesures de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant :

- avait pris les mesures nécessaires pour compléter et mettre à jour la documentation de suivi et d'entretien des tours aéroréfrigérantes ;
- continuait ses investigations afin de mettre à jour sa connaissance de la qualité et de la localisation des différents réseaux aqueux ;
- respectait son calendrier de remplacement des débourbeurs-séparateurs communiqué en 2024 ;

Malgré tout, il apparaît que l'inspection a constaté :

- que des produits emballés incompatibles entre eux, étaient toujours stockés sur une même rétention ;
- que la capacité de stockage en vrac de la soude était toujours associée à la même rétention que des acides ;

Or, l'inspection avait entre autres proposé dans son rapport d'inspection du 16 avril 2025, que les mesures correctives, pour les deux points ci-dessus, soient prises sous un délai de 4 mois, soit avant le 16 août 2025. Par conséquent et conformément à ce qu'elle avait suggéré dans son rapport

d'inspection du 16 avril 2025, l'inspection propose qu'une mise en demeure soit prise à l'encontre de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documentation de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Dossier installation classée.
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 07/02/2025
Prescription contrôlée : <p>"L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : [...]</p> <ul style="list-style-type: none">• les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ;• le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ;• les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none">◦ [...]◦ les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ;◦ [...]◦ le carnet de suivi et ses annexes ;◦ le registre des résultats de mesures de prélèvement d'eau ;◦ [...]◦ le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation ;◦ [...]◦ les éléments techniques permettant d'attester de l'absence d'émission dans l'eau de certains produits par l'installation. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées."</p>
Constats : <p>Suite à la visite d'inspection du 8 octobre 2024, l'exploitant devait transmettre les éléments justifiant :</p>

1. la mise en place d'un registre reprenant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ;

Par courriel du 31 octobre 2025, l'exploitant a transmis le fichier « Registre accident - incident déclarés à l'inspection des installations classées ». Celui-ci reprend les déclarations d'incident/accidents faites auprès de l'inspection des installations classées et l'ensemble des éléments relatifs aux incidents/accidents, et les mesures prises par l'exploitant pour éviter que ceux-ci ne se reproduisent.

2. Que le suivi des volumes d'eau rejetée mensuellement pour les deux installations est reporté dans le carnet de suivi.

Les éléments transmis par l'exploitant par courriel du 31 octobre 2025 ne comportent pas de registre reprenant le volume rejeté mensuellement par les installations. Seuls sont présents les comptes rendus de la société de traitement d'eau (de janvier, mars, mai et octobre). Ces rapports montrent les relevés de compteur sur des fréquences bimestrielles.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté un registre de suivi du volume des rejets avec une fréquence hebdomadaire.

3. que les valeurs mesurées des indicateurs de suivi soient intégrées dans le carnet afin de permettre un suivi de leurs dérivées.

Les éléments transmis par l'exploitant par courriel du 31 octobre 2025 ne comportent pas de registre reprenant les valeurs mesurées des indicateurs de suivi. Seuls sont présents les comptes rendus de la société de traitement d'eau (de janvier, mars, mai et octobre). Ces rapports montrent les mesures des indicateurs de suivi et leur évolution dans le temps.

L'exploitant a expliqué lors de la visite suivre les dérivées à partir des éléments présents sur les « comptes rendus de suivi technique » fournis par le traiteur d'eau, ces fiches étant annexées au carnet d'entretien.

4. Que les procédures et les actions à réaliser par l'entreprise extérieure dans le cadre du marché d'entretien et de suivi sont annexées au carnet de suivi.

Par courriel du 31 octobre 2025, l'exploitant a transmis, annexé au carnet de suivi, l'ensemble de ces procédures concernant le nettoyage, les opérations d'entretien et de suivi des tours aéroréfrigérantes.

5. Que les rapports d'incident sont annexés au cahier de suivi.

Par courriel du 31 octobre 2025, l'exploitant a transmis l'ensemble des fiches « action corrective » depuis 2022.

L'exploitant a expliqué que celles-ci pouvaient faire suite à une dérive d'un indicateur ou d'un incident.

OBSERVATION

Le carnet de suivi contient l'ensemble des éléments attendus. Cependant, l'inspection invite l'exploitant à centraliser le suivi des indicateurs afin de disposer d'une vision globale dans le temps de leurs dérives et des actions correctives mises en place. Le but est d'évaluer l'opportunité de mettre en place des actions préventives permettant de diminuer les actions correctives.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Entretien préventif de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-1

Thème(s) : Risques chroniques, Risque légionnelle

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 07/02/2025

Prescription contrôlée :

"[...]

a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation.

[...]

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associées ;

[...]

La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées."

[...]

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR."

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 8 octobre 2024, les AMR du 8 juillet 2024 présentées montraient des risques résiduels significatifs nécessitant l'application de mesures préventives ou correctives, devant être engagées à court terme.

Par courriel du 31 octobre 2025, l'exploitant a transmis l'AMR N° R135179666-001-1 du 13 octobre 2025.

Celui-ci fait apparaître que les risques résiduels significatifs répertoriés lors de l'AMR de 2024 et repérés lors de l'inspection du 8 octobre 2024, ont été traités.

L'exploitant a confirmé lors de la visite qu'un plan d'actions faisant suite à l'AMR N° R135179666-001-1 du 13 octobre 2025 allait être rapidement mis en place comportant notamment la mise à jour du plan d'entretien et de surveillance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 07/02/2025

Prescription contrôlée :

"[...]

Sur la base de l'AMR sont définis :

[...]

- un plan de surveillance adapté à la gestion du risque pour l'installation ;

[...]

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

"[...]"

Constats :

Suite à la visite d'inspection du 8 octobre 2024, il avait été demandé à l'exploitant de mettre « en place le registre des résultats des mesures des principaux paramètres physicochimiques et microbiologiques qui permettent de diagnostiquer les dérives des installations, » afin d'être en mesure d'adapter et d'actualiser la nature et la fréquence de la surveillance.

Les registres de suivi transmis par l'exploitant par courriel du 31 octobre 2025 ne comportent pas de registre des résultats des mesures des principaux paramètres physico-chimiques et microbiologiques qui permettent de diagnostiquer les dérives des installations. Cependant, l'exploitant a expliqué à l'inspection qu'il utilisait les éléments, dont notamment les graphiques présents dans les « comptes rendus de suivi technique » montrant l'évolution des indicateurs dans le temps.

Observation :

Comme pour le point de constat n° 1, l'inspection invite l'exploitant à centraliser le suivi des indicateurs et les actions correctives mises en place. Le but est d'évaluer l'opportunité d'adapter et d'actualiser la nature et la fréquence de la surveillance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/01/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 22/03/2025

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :
[...]

- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 9 octobre 2025, le plan « n° AL-001-090 » de septembre

2025. Celui-ci montre le réseau des rejets aqueux (pluvial, résiduaire, eaux usées)

Ce plan indique dorénavant les éléments mentionnés manquants dans le rapport d'inspection faisant suite à la visite du 22 janvier 2025, excepté les zones de collecte des eaux susceptibles d'être polluées associées à chaque séparateur d'hydrocarbures.

Lors de la visite, l'exploitant a expliqué que les zones de collecte des eaux susceptibles d'être polluées associées à chaque séparateur d'hydrocarbures avaient été répertoriées. L'exploitant a montré un document matérialisant, sur une vue aérienne, la limite de chaque zone affectée à chaque séparateur. Il a expliqué qu'il allait prendre attache avec son prestataire afin d'intégrer ses informations sur une couche de son plan numérique.

NON-CONFORMITÉS :

Le plan transmis par l'exploitant prend en compte l'ensemble des éléments dont l'exploitant a connaissance à ce jour, cependant, il apparaît que des réseaux sont encore manquants. En effet, le plan :

- ne matérialise pas la localisation jusqu'au point de rejet final, par exemple les eaux pluviales sortant du périmètre du site au niveau des dresseuses 6 CR10 et 6CR9 et du "sisson" ;
- ne matérialise pas les réseaux des rejets résiduaire (bac hyper trempe et du joint d'eau du four CSO, rétro-lavages, purge du bac Cieffe, eau filtrée de nettoyage outillages et galets dresseuses, lavage des sols,...) ;
- ne matérialise pas les réseaux présents dans les bâtiments et devant être, au besoin, isolés conformément à l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2006, afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur en cas d'incendie.

L'exploitant doit continuer ses investigations afin de pouvoir disposer d'un plan exhaustif de ces réseaux aqueux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant continuera les investigations débutées en 2024, afin de mettre à jour l'ensemble des plans des réseaux des rejets aqueux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 5 : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/01/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 07/04/2025

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

[...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 22 janvier 2025, l'inspection avait constaté :

1. que le réseau prévu pour la rétention en cas de déversement accidentel de l'acide fluorhydrique était le réseau d'eau pluviale obturé par un « ballon ». Or, l'étude de dangers n° GESI Conseil-RAP-SALZGITTER-23-002 de novembre 2023 indique entre autres une incompatibilité entre l' « Acide fluorhydrique 70% » et l'eau (Réaction exothermique).

Lors de la visite d'inspection du 12 novembre 2025, l'exploitant a précisé que l'obturation du réseau d'eaux pluviales n'était prévue que dans le cas d'un déversement accidentel d'acide fluorhydrique lors de l'opération de transport du conteneur entre la rétention de la zone de stockage et celle de la zone de rétention de la zone d'exploitation. L'exploitant a expliqué que le conteneur était homologué pour le transport de l'acide fluorhydrique à 70 % et que la probabilité d'une perte d'intégrité de celui-ci était négligeable même en cas de chute.

L'inspection a pris acte de ces éléments, mais a cependant attiré l'attention de l'exploitant sur le fait que même si la probabilité peut être considérée comme négligeable, celle-ci n'est pas nulle.

L'inspection a invité l'exploitant à prendre en considération cette possibilité dans l'élaboration de ses procédures et de l'anticipation d'un possible sur-accident.

2. que lors des opérations de déchargement des bases ou des acides, les écoulements provenant des aires de dépotage étaient isolés, par des vannes, des réseaux d'eau pluviales et orientés vers la rétention « décapage 1 » ;

Lors de la visite d'inspection du 12 novembre 2025, l'inspection a constaté que l'exploitant avait installé une rétention souple au droit de la zone de dépotage de la soude. Cette rétention permet d'éviter que les déversements accidentels pouvant avoir lieu lors du dépotage de la soude ne puissent rejoindre des produits incompatibles dans la rétention « décapage 1 ».

3. que lors des dépotages des camions d'acide, l'exploitant isole l'aire de rétention du réseau d'eau pluviale avec une vanne et guide les fuites éventuelles vers la rétention « décapage 1 » en ouvrant une autre vanne. L'inspection avait alors demandé à l'exploitant de justifier de la

compatibilité de ces vannes avec les produits utilisés (acide sulfurique, acide nitrique).

Lors de la visite du 12 novembre 2025, l'exploitant a informé l'inspection qu'il n'avait pas retrouvé les données techniques des vannes et que celles-ci n'auraient pas d'élément apparent permettant l'identification du modèle. L'inspection a invité l'exploitant qu'il s'assure a minima que les vannes ne présentent pas de matière incompatible avec l'acide sulfurique et l'acide nitrique (par exemple avec un contrôle visuel/caméra) et qu'elle soit dans un état permettant d'être opérationnelle (par exemple avec un test d'étanchéité).

Non-conformité

Lors de la visite du 12 novembre 2025, l'inspection a constaté des défaillances structurelles sur l'aire de dépotage de l'acide sulfurique et de l'acide nitrique. Présence de trous et de fissures (cf. photo). Ces défaillances ne permettent pas de garantir l'étanchéité de l'aire de dépotage et doivent être réparées dans les meilleurs délais.

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de réaliser, sous un délai contraint, les travaux de réfection de l'aire de dépotage de l'acide sulfurique et de l'acide nitrique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra les éléments justifiant des actions réalisées pour s'assurer de la compatibilité des vannes utilisées sur l'aire de dépotage, avec l'acide sulfurique et l'acide nitrique, ainsi que les éléments justifiant de leur efficacité en matière d'étanchéité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : identification des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/01/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- issus des ateliers de traitement de surface ATM1 et ATM2, traités dans la station physicochimique de détoxification dite DEGREMONT,

- issus de la presse et traités dans la station de déshuilage dite NALCO, [...]
- issus des débourbeurs - déshuileurs.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 22 janvier 2025, il a été constaté que des eaux extérieures en provenance du sud-ouest venaient se diluer dans les eaux résiduaires et pluviales du site avant le point de rejet et de contrôle situé au nord-est du site.

De ce fait, les analyses pouvant être réalisées au droit du point de contrôle final susmentionné ne permettent pas de connaître de façon fiable la qualité réelle des rejets de la société DMV et donc de l'impact des installations sur le milieu et plus particulièrement sur la Brenne. Cette dilution pouvant amener la concentration des polluants sous le seuil de la quantification.

Ces éléments ont été pris en compte dans le cadre de l'arrêté préfectoral complémentaire relatif à la mise à jour des valeurs limites d'émission dans l'eau suite aux évolutions réglementaires qui a été signé le 04 décembre 2025 postérieurement à l'inspection. Cet arrêté impose la réalisation de la surveillance au droit des deux stations Dégrémont et Nalco et en sortie des séparateurs hydrocarbures, il interdit tous autres rejets industriels. De plus, il limite le flux par addition des flux des deux rejets des stations afin que les rejets soient acceptables par le milieu..

Enfin, lors de la visite d'inspection du 22 janvier 2025, il avait été constaté que les rejets de certains débourbeurs - déshuileurs rejoignaient directement le collecteur commun, sans qu'il n'existe un point permettant de contrôler ou surveiller les rejets avant dilution avec les eaux présentes dans le collecteur. L'inspection du 12 novembre 2025 a permis de constater que l'exploitant avait réalisé des travaux pour le remplacement de certains de ces débourbeurs - déshuileurs avec la mise en place d'un regard de visite entre le rejet et le collecteur permettant la réalisation d'analyses. L'exploitant a annoncé que les 3 derniers débourbeurs - déshuileurs ne disposant pas de point de prélèvement seraient changés en 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : caractéristique des débourbeur-déshuileur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.3.11

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/01/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 22/03/2025

Prescription contrôlée :

<p>L'ensemble des eaux font l'objet d'un traitement sur l'un des 6 débourbeurs - déshuileurs du site. Ces derniers sont tous a minima de classe A.</p> <p>La concentration du rejet ne peut excéder 5 mg/l d'hydrocarbures totaux.</p> <p>Les débourbeurs déshuileurs sont curés tous les 6 mois par une société agréée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 22 janvier 2025, il avait été entre autres constaté, du fait de l'absence de point de prélèvement, qu'il n'était pas possible de s'assurer que la concentration au droit des rejets de certains débourbeurs-déshuileurs ne dépassait pas les 5 mg/l d'hydrocarbures totaux.</p> <p>Lors de la visite du 12 novembre 2025, l'exploitant a expliqué que pour les débourbeurs-déshuileurs ne possédant pas encore de point de prélèvement et dans l'attente de la réalisation des travaux en 2026, il faisait effectuer sur ceux-ci un contrôle et un curage mensuel. L'exploitant a présenté les fiches de surveillance remises par le prestataire pour justifier l'effectivité des prestations.</p> <p>L'inspection a invité l'exploitant à s'assurer que son prestataire renseigne l'ensemble des points présents sur les fiches pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • être certains de l'identification et des informations sur les débourbeurs-déshuileurs traités ; • connaître les opérations réellement réalisées (pompage total ou juste écrémage, volume pompé, volume en eau remis,...)
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Fiche de données de sécurité (FDS)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 02/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 05/11/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 04/10/2010 - Article 49 - État des matières stockées.</p> <p>« [...] »</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités</p>

sanitaires. »

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

« Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :

- a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou,
- b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou
- c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 35 (Accès des travailleurs aux informations)

Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les mélanges que ces travailleurs utilisent ou auxquels ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 2 avril 2025, il a été constaté que l'exploitant ne détenait pas les dernières versions des FDS des substances présentes sur son site et que l'ensemble de celles-ci n'étaient pas disponibles pour l'ensemble des personnels concernés.

Lors de la visite du 12 novembre 2025, l'exploitant a informé l'inspection qu'il avait fait un rappel oral pour que l'ensemble des FDS soit :

- disponible sur le réseau informatique pour l'ensemble des personnels. L'exploitant a montré à l'inspection le chemin informatique permettant d'accéder aux FDS des produits présents sur le site. Il a assuré que l'ensemble des personnels disposait des droits et des équipements pour y accéder.
- la dernière version à jour disponible auprès du distributeur ;

L'inspection a invité l'exploitant à intégrer dans une ou des procédures écrites les modalités de mise à jour des FDS et de leur mise à disposition de la dernière version auprès du personnel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6

Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/11/2025

Prescription contrôlée :

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes :

- 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ;
- 2) identification des dangers ;
- 3) composition/informations sur les composants ;
- 4) premiers secours ;
- 5) mesures de lutte contre l'incendie ;
- 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ;
- 7) manipulation et stockage ;
- 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ;
- 9) propriétés physiques et chimiques ;
- 10) stabilité et réactivité ;
- 11) informations toxicologiques ;
- 12) informations écologiques ;
- 13) considérations relatives à l'élimination ;
- 14) informations relatives au transport ;
- 15) informations relatives à la réglementation ;
- 16) autres informations.

Arrêté ministériel du 30 juin 2006 (rubrique 3260) - Article 11

« Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. »

Règlement européen n° 1272/2008 - CLP article 17 (obligation de l'étiquetage).

« Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette [...] »

Constats :

Lors de la visite du 2 avril 2025, l'inspection avait entre autres constaté l'absence des symboles de danger mentionnés sur la FDS « Bains DF1/DF2/DFP » au droit des cuves de traitement.

Lors de la visite du 12 novembre 2025, l'inspection a constaté que l'exploitant avait appliqué les pictogrammes de danger sur l'ensemble des bacs de traitement susmentionnés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mesures de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/11/2025

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 - Article 47

« [...] »

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

[...] »

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ Annexe II (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

5.1 mesures de lutte contre l'incendie;

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 2 avril 2025, il avait été entre autres constaté que la consigne de travail en sécurité, concernant le dépotage de l'acide sulfurique, mentionne en moyen de protection incendie un « R-I-A (Réseau Incendie Armé) ». Or l'acide sulfurique réagit exothermiquement avec l'eau et les jets d'eau à grand débit, donc les R-I-A sont inappropriés comme moyen d'extinction.

Par courriel, du 31 octobre 2025, l'exploitant a transmis la consigne de travail en sécurité - CTS 243 rev 02 du 13 mars 2025 et la procédure de déchargement de l'acide sulfurique daté du 16 octobre 2025.

La consigne indique dorénavant que l'utilisation du « R-I-A (Réseau Incendie Armé) » est réservé aux pompiers.

Observation

L'inspection a attiré l'attention de l'exploitant que les phases de travail et notamment les moyens associés pour éviter les risques tels qu'indiqués sur la consigne de travail CTS 243, pouvaient sembler présenter, aux yeux de l'inspection, des incohérences avec les éléments de la fiche procédure de déchargement, par exemple :

- mention de la fermeture des vannes d'eau pluviale sur la consigne de travail, mais pas sur la fiche procédure ;
- mention du contrôle du niveau de la citerne à la phase mise en marche de la pompe du camion sur la consigne de travail et avant raccordement sur la procédure ;
- mention de la fermeture de la vanne de purge sur la consigne de travail et pas sur la procédure ;
- ...

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Produits incompatibles associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6

Thème(s) : Actions régionales, Rétention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 16/08/2025

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 30 juin 2006(rubrique 3260)- article 6

« Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances à mentions de dangers H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable.

[...]

Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.).

[...]

Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.

[...]

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ Annexe II (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité) - rubrique 10.5 de la FDS : matières incompatibles

Il y a lieu de mentionner les familles de substances ou de mélanges, ou les substances spécifiques, telles que l'eau, l'air, les acides, les bases, les agents oxydants, avec lesquelles la substance ou le mélange pourrait réagir en générant une situation dangereuse (par exemple une explosion, un rejet de matières toxiques ou inflammables, ou une libération de chaleur excessive) et, le cas échéant, de décrire brièvement les mesures à adopter pour gérer les risques associés à ces dangers.

Constats :

Lors de l'inspection du 2 avril 2025 il avait été, entre autres, constaté que :

- l'exploitant stockait des produits incompatibles dans une même armoire et au-dessus d'une rétention unique ;
- la rétention des chaînes de décapage était en capacité de recueillir des fuites éventuelles provenant d'équipement contenant des produits incompatibles (acide et base) ;

Lors de la visite d'inspection du 12 novembre 2025, l'inspection a constaté dans une même armoire et au-dessus d'une rétention unique, entre autres, de l'« HYDREX 4101 » avec la mention sur l'emballage « liquide organique corrosif, Acide », de l'« extrait de javel sully 47/50° Chl » avec la mention sur l'emballage « au contact d'un acide, dégage un gaz toxique » et de l'acide sulfurique.

NON-CONFORMITÉ

L'inspection a constaté que l'exploitant stocke **toujours** des produits incompatibles, dans une même armoire et au-dessus d'une rétention unique.

Lors de la visite, l'exploitant a confirmé qu'il n'avait pas fait réaliser les actions correctives permettant que la cuve de stockage de la soude ne soit plus associée à la même rétention que des produits incompatibles dont notamment les acides nitriques, les acides sulfuriques et les bains de traitement fluo nitrique et fluo-sulfurique.

NON-CONFORMITÉ

L'inspection a constaté que la rétention des chaînes de décapage est **toujours** en capacité de recueillir des fuites éventuelles provenant d'équipements contenant des produits incompatibles (acide et base).

Le 13 novembre l'exploitant a transmis un courriel indiquant que les travaux seraient réalisés au mois d'août 2026.

L'inspection rappelle que le rapport d'inspection du 16 avril 2025 proposait que les mesures correctives soit prises sous un délai de 4 mois soit avant le 16 août 2025.

Conformément à la proposition que l'inspection avait faite dans son rapport d'inspection du 16 avril 2025 et du fait que les mesures correctives n'ont pas été réalisées dans les délais impartis, l'inspection propose qu'une mise en demeure soit prise à l'encontre de l'exploitant.

Observation

L'inspection a constaté que les cartouches « DX- Charge propulsive - Hilti » dont la fiche de données de sécurité précise qu'elles doivent disposer d'un étiquetage GHS 01 - produit explosifs, sont stockées dans le magasin au milieu des autres produits sans que ce marquage ne soit visible, que ce soit à l'entrée ou dans le magasin.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 9 mois